

INTERVENTION AU REPAS DES 8 HEURES LE 23 NOVEMBRE 2013

Bienvenue à ce 13^{ème} automne de solidarité

C'est une pratique courante de commémorer les anniversaires, l'occasion de faire des bilans. Rappelons donc que les accords d'Oslo ont 20 ans.
20 ans après où en est-on?

Oslo divisait la Cisjordanie en 3 zones, mais précisait que "les 2 parties considèrent la Cisjordanie et Gaza comme une entité territoriale unique dont l'intégrité sera préservée pendant la période intérimaire". Les questions cruciales en suspens étaient énumérées : Jérusalem, les réfugiés, les frontières, les colonies.

20 ans après Jérusalem, dont la partie est a été annexée, a été proclamée capitale éternelle et indivisible de l'Etat d'Israël et seulement de l'Etat d'Israël et connaît un processus de judéisation accéléré

La question des réfugiés n'a jamais été abordée, le droit au retour n'est plus à l'ordre du jour.

La charte du Likoud, parti au pouvoir, précise que le gouvernement israélien rejette fermement la création d'un Etat arabo-palestinien à l'ouest du Jourdain.

L'Etat d'Israël reste à ce jour le seul qui refuse de définir ses frontières.

En octobre 2004 8000 colons sont évacués de Gaza qui connaît depuis un véritable état de siège et un blocus transformant ce territoire en véritable prison à ciel ouvert.

En Cisjordanie en 1993 on recensait 268 756 colons (il y en avait 10 600 en 1972), en 2013 on en comptait 520 000. 250 colonies ont été construites en Palestine depuis 67. Ces 2 dernières années l'expansion des colonies s'est accélérée, la construction de plus de 16 000 nouveaux logements ayant été approuvée. Le soutien du gouvernement Netanyahu à la colonisation a été plus fort que tous les gouvernements précédents.

Les travaux de construction du mur ont commencé en 2002. Condamnée par la cour de justice internationale en juillet 2004 la construction de ce mur est réalisée aujourd'hui sur plus de 60% des 730 km programmés, ce qui, à terme lui donnera une longueur deux fois supérieure à la ligne verte. Tout récemment des instructions ont été données par Netanyahu pour construire un nouveau mur le long de la frontière jordanienne afin d'annexer de fait la vallée du Jourdain.

Ce rapide survol traduit l'échec total du processus de paix tel qu'il a été mis en œuvre par Israël avec, il faut bien le dire le soutien actif des parrains occidentaux.

A Oslo s'est produite une inversion de la logique habituelle des accords de paix, qui consiste en principe à négocier les questions de fond, puis à mettre en place une coopération. Cela sans inclure de mécanisme permettant de rectifier la situation en cas de non respect par Israël de ses engagements. Les palestiniens ont accepté, dans le contexte d'un rapport de force très défavorable, le cadre qui leur était imposé. Pouvait-il en être autrement dans la mesure où les Etats Unis et l'Union européenne ont demandé aux palestiniens de négocier directement avec la force occupante les conditions de leur libération ?

Les accords d'Oslo reposaient sur un double pari hautement risqué. D'abord qu'Israël était de bonne foi, c'est à dire qu'il s'abstiendrait de créer sur le terrain une situation qui mette en péril la solution définitive, nous avons vu ce qu'il en a été. Ensuite que les grandes puissances s'engageaient en faveur du droit : elles se sont jusqu'à maintenant refusé à exercer la moindre pression sur l'Etat d'Israël, se bornant à des condamnations verbales en termes très mesurés. Les USA ont recouru systématiquement au droit de véto au sein du conseil de sécurité, bloquant le projet de résolution dénonçant le caractère illégal de la

colonisation en 2011 et empêchant l'admission de l'Etat de Palestine au sein des Nations Unies, qui a du se contenter d'un statut d'Etat non-membre, c'est à dire observateur.

Préparées depuis bientôt 3 mois, de nouvelles négociations israélo-palestiniennes se tiennent sous l'égide de John Kerry, dans un huis clos total.

Ou plutôt un simulacre de négociations ! qu'on en juge : pour entamer ces négociations Kerry a exigé de la part d'Israël en signe de bonne volonté une concession à choisir parmi 3 possibles : reconnaissances des frontières, gel de la colonisation ou libération de prisonniers politiques ! C'est bien sûr cette dernière proposition qu'a choisi Israël. Pas question de reconnaître des frontières, encore moins la ligne verte, pas question de geler la colonisation.

La direction palestinienne s'en trouve évidemment de plus en plus décrédibilisée, incapable de s'opposer en quoi que soit au rouleau compresseur de la colonisation. Et la légitime colère de ceux qui, semaines après semaines, manifestent contre le mur, les colonies et les expropriations est présentée par le gouvernement israélien comme une preuve de la volonté palestinienne d'en découdre au lieu de chercher les chemins de la paix !

Ces pseudo-négociations n'ont aucune chances d'aboutir à autre chose qu'un échec sans pression internationale énergiques sur Israël, ce qui ne semble pas être le cas. Certes l'Union Européenne a publié en juillet dernier ses nouvelles lignes directrices en matière de coopération, il s'agit là d'un événement politique que nous ne sous-estimons pas. Mais la France n'a, à ce jour, guère donné la preuve de sa détermination. Ni les interventions de Laurent Fabius, ni la récente visite de François Hollande à Jérusalem et Ramallah ne sont en mesure de nous rassurer, quand on voit que les arabisants du quai d'Orsay sont mutés en Amérique latine et que l'ancien ambassadeur à Tel-Aviv, le très pro-israélien Christophe Bigot est promu directeur stratégique de la DGSE.

Avec la colonisation, la construction des murs, les expropriations, l'épuration ethnique est en marche. La perspective d'un Etat palestinien viable semble reculer au moment même où la Palestine accède au statut d'observateur à L'ONU.

C'est dire si nous avons du pain sur la planche. A nous donc d'agir!

Il faut amener la France à dire non aux apprentis sorciers de Tel-Aviv, à sanctionner la colonisation, c'est le seul chemin de la paix. Il n'est plus possible d'esquiver la question centrale : comment faire entendre raison à Israël ? Il importe de réviser en profondeur la manière dont la communauté internationale a joué son rôle de médiateur, et tout particulièrement d'établir une claire distinction entre les colonies et le territoire de l'Etat d'Israël.

Les conditions d'une paix juste et durable entre palestiniens et israéliens n'ont pas changé depuis Oslo : un Etat palestinien viable et indépendant, dans les frontières de 67 (la ligne verte) avec Jérusalem Est comme capitale incluant la bande de Gaza et permettant enfin la mise en œuvre du droit au retour des réfugiés.